



Conférence : une vision et une action citoyennes face au décrochage scolaire

Monsieur Paul Bélanger

Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente (CIRDEP)/UQAM

Parler du décrochage scolaire, c'est d'abord et souvent rappeler des statistiques troublantes. Le taux de non obtention d'un diplôme secondaire se situait à 29 % en 2003-2004, face à l'objectif officiel d'une réduction de ce taux à 15 %. Près de trois jeunes sur dix quittent l'enseignement obligatoire sans diplôme. Dans certaines régions, c'est un sur trois; sur la Côte-Nord, trois sur cinq.

Le plus important, c'est que, derrière ces chiffres, il y a des individus, des drames personnels. Le décrochage scolaire n'est pas un problème à gérer, mais c'est l'histoire personnelle de Pierre, Magalie et Rosario et des dizaines de milliers de jeunes comme eux.

Pierre est un des quatre enfants d'une famille devant survivre avec un maigre revenu familial. Suite à une prime enfance pénible dans un milieu difficilement en mesure d'offrir les stimulations si cruciales pour développer la confiance en soi. À 6 ans, Pierre arrive à l'école primaire. Isolé et troublé, il a de la difficulté à comprendre les attentes de son enseignant; il n'arrive pas à faire ses devoirs. Il subit punitions et remontrances sans en comprendre les raisons. La suite devenait inévitable : il doublera à deux reprises. Six années plus tard, à l'âge de 12 ans, Pierre est maintenant catalogué : il est un élève à risque, un futur décrocheur.

Magalie, issue aussi d'un contexte familial difficile, n'avait, elle aussi, jamais pu acquérir une confiance en elle-même. Elle parvint à survivre péniblement jusqu'au secondaire IV, mais alors se décourage et, ayant dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, laisse tomber la serviette et abandonne. Quatre années plus tard, on la retrouve mère célibataire continuant de lutter pour survivre sur un bien-être social qui porte bien mal son nom de bien-être. Les conséquences prévisibles, documentées par mille recherches sur le décrochage scolaire, l'attendent: chômage ou petit boulot, exclusion, risques de santé précaire, avenir bloqué pour elle et possiblement pour sa fille et son garçon : transmission intergénérationnelle de la condition de vie.

Rosario, troisième enfant d'une famille immigrante dont le père, ouvrier de la construction, parvient à rejoindre les deux bouts du budget familial. Rosario a pu terminer son école primaire et fort bien. Rendu au secondaire, près de l'âge de travailler comme son père qu'il voit aller au travail tous les matins et ainsi gagner sa vie, il ne voit pas l'utilité de ces apprentissages si éloignés de ce qui a permis à son père de s'en sortir dans la vie. Il fait du temps, s'ennuie à mourir. Il a surtout le goût de travailler et de gagner de l'argent. Peu motivé pour l'école, il abandonnera à la première occasion, dans l'indifférence, alors qu'il vient de louper, comme on le dit si bien, la chance de sa vie. Le taux de chômage au Canada est, en effet deux à trois fois plus faible chez les jeunes diplômés de niveau post-secondaire que chez ceux qui n'ont pas de DES.¹

Le décrochage scolaire, ce n'est pas seulement des séries noires de statistiques, révélant l'ampleur de la situation, c'est d'abord des individus, Pierre, Magalie, Rosario et les milliers d'autres qui, face à leur avenir, se retrouvent en situation tragique, consciemment et avec frustration et résignation, ou encore inconscients de tout le potentiel qui risque alors de leur échapper.

¹ Statistique Canada, 2003, cat. F0380XCB01004.

Situation tragique pour bien des raisons. D'abord, à cause de la rupture qui se produit alors dans leur parcours de vie, perdant la possibilité de se procurer le passeport devenu obligatoire pour accéder au pays d'une vie décente. Situation tragique en raison de l'injustice qui s'y exerce: le décrochage scolaire ne se produit pas au hasard; l'inégalité des conditions économiques et socioculturelles pèse lourd à cette phase critique des trajectoires de vie. Situation d'autant plus tragique que cette violence symbolique subie par ces jeunes en les privant d'accéder à la meilleure rampe de lancement dans la vie, que cette violence, donc, se fait dans le silence, sous l'apparence d'une égalité des chances. Pire encore, tout le contexte construit de l'appareil scolaire laisse entendre que c'est Pierre, Magalie et Rosario qui, eux-mêmes et elle-même, ont failli personnellement. Ils n'ont pas fait l'effort, ne pouvaient pas et ne voulaient pas monter sur la rampe de lancement. Situation tragique enfin, car elle traduit une transmission des inégalités d'une génération à l'autre, bref une reproduction sociale des inégalités.

Évidemment, la situation de nos trois jeunes et des milliers d'autres est complexe et commande des stratégies d'action multiple.

1. Des situations complexes

Les causes et les explications de ces parcours interrompus sont multiples et complexes. Les inégalités se perpétuent sans bruit précisément dans et en raison de cette complexité. Je voudrais souligner trois niveaux d'explication.

1.1 Les facteurs socio-économiques, les conditions de vie

Il me faut d'abord dénoncer une fausse vérité, malgré son apparence de bien-fondé. La distribution de services égaux à une population vivant dans des conditions inégales est vouée à produire des inégalités, et ce avec la légitimité de l'apparence du contraire. Le rejet, sous prétexte d'inéquité, des actions prioritaires ou affirmatives, discrimination positive, pour ces publics désavantagés est de la pure hypocrisie. L'impact de la condition sociale sur la réussite scolaire et sociale a été démontré de multiples façons au Québec comme dans les autres pays. La surreprésentation, parmi les décrocheurs, des enfants provenant de familles à faible revenu le montre bien, tout comme le taux de sortie en 5^{ième} secondaire sans diplôme qui, chez les garçons, baisse de 42 % à 25 % selon le niveau socioéconomique.² D'où l'imposture des palmarès des écoles qui, sous le couvert d'un « hit parade » des meilleures écoles, reflètent avant tout l'inégalité des conditions de vie et d'apprentissage.

Les conditions inégales, socioéconomiques et culturelles, sont complexes, qu'il s'agisse de malnutrition et de son impact sur le développement intellectuel dès la prime enfance, des conditions inégales de santé et des séquelles multiples qui s'en suivent, des inégalités culturelles comme l'éducation formelle des parents ou l'usage inégal de la langue d'enseignement dans la vie quotidienne des enfants, sans oublier la pression pour apporter un revenu supplémentaire à la maison ou tout simplement de consommer plus et plus rapidement. Or, ces conditions se combinent de diverses manières pour restreindre, sinon casser le potentiel de vie à venir de ces enfants.

1.2 Les environnements éducatifs

Chaque individu appartient à un groupe familial particulier, vit dans une collectivité locale donnée. Il vit dans des environnements porteurs de projets divers, de possibilités diverses d'apprentissage, porteur de

² MEQ, DSRI, *Indicateurs nationaux 2004*. De même la proportion des élèves avec retard à l'entrée au secondaire passe de 16% à 32% selon que l'on passe d'un niveau socio-économique élevé à un niveau faible.

modèles différents de réussite ou d'échec, marqués par des expériences différentes de fréquentation scolaire. Les cheminements éducatifs individuels des jeunes citadins varient selon les quartiers et selon les ressources éducatives informelles qui s'y trouvent. Les équipements, les services, l'accès à la littérature pour jeunes, la possibilité de pitonner sur l'Internet varient. Les modèles de référence présents au quotidien ne sont pas les mêmes. Le suivi scolaire des parents et du voisinage n'est pas le même.

Ainsi, discutant de Magalie, Pierre et Rosario, on ne peut faire abstraction des environnements où elle et ils ont vécu et vivent au quotidien. Ces environnements ont leur propre curriculum caché qui envoie continuellement des messages subliminaux. Ils influencent le développement cognitif et le feront tout au long de la vie. Ils constituent des milieux propices ou défavorables au développement de la créativité.

On ne peut plus ignorer l'écologie éducative : les environnements familiaux et médiatiques, le milieu de vie locale, les réseaux d'amis, le quartier et la ville ou la région. Qu'ils s'agissent de la bibliothèque familiale ou de quartier, des musées, parcs, maisons de jeunes, centres culturels, terrains de jeu, ces environnements pèsent lourd. Ils le sont par la variété ou la pauvreté de leurs ressources, par leur proximité ou leur distance culturelle avec la culture scolaire. Ils peuvent stimuler ou anesthésier les aspirations éducatives; ils peuvent nourrir le goût d'apprendre mais aussi endormir la curiosité. Les milieux de vie ne sont pas neutres; ils peuvent avoir des effets aussi bien incitatifs que répressifs.

1.3 Les lacunes des réponses éducatives actuelles

Au delà des conditions de vie diverses des enfants et de la qualité inégale des environnements éducatifs où ils circulent, il y a aussi les conditions d'apprentissage et les stratégies scolaires qui influencent la persévérance, bref il y a les facteurs liés à l'école. On l'a déjà souligné, la présence, ou l'absence, de mesures éducatives correctives pour compenser les inégalités socioculturelles est majeure. Il faut le répéter, le rejet d'actions prioritaires ou affirmatives pour ces publics désavantagés, sous prétexte d'inéquité face à la majorité, est de la pure hypocrisie.

Il me faut, à cet égard, faire deux remarques additionnelles. Premièrement, par rapport au débat actuel sur la réforme scolaire. Il faut s'inquiéter grandement, que ce débat, sauf exception (et je pense ici, en autres, à Normand Baillargeon), fasse abstraction de ces inégalités. Il faut rappeler qu'en milieu désavantagé, l'emphase trop unilatérale misant sur des pédagogies non directives risque de conduire rapidement à un laisser-faire, à un abandon subtil de poursuite tenace des objectifs éducatifs. Certes, il faut « raccrocher l'école aux aspirations des jeunes », mais sans oublier l'exigence incontournable de l'atteinte des objectifs d'apprentissage, sans quoi, cette empathie pédagogie se retournera en racolage facile et thérapie occupationnelle. Maintenir des exigences et tenir à la nécessité du savoir sont aussi des façons de manifester à un ou une jeune qu'on croit en lui ou en elle, qu'on croit dans son avenir. Ce n'est pas toujours drôle ou facile d'apprendre, de maîtriser telle opération mathématique ou telle règle grammaticale, mais, après, quel plaisir de reconnaître y être parvenu ! Quelle énergie cela accumule pour la poursuite du parcours éducatif !

Deuxièmement, on peut se demander pourquoi l'école publique devrait être inodore, incolore et sans saveur par rapport à son milieu ambiant. Pourquoi l'école ne pourrait-elle pas rendre accessible à tous l'accès à des cheminements alternatifs. Quand Pierre a abandonné, il a décroché de la seule voie scolaire qui lui était offerte. Peut-être, dans son for intérieur, subsistait toujours le rêve d'apprendre, l'espoir de le réaliser autrement avait été, ainsi, déchu... De ce point de vue, si les écoles publiques à vocation particulière constituent un pas en avant indéniable, il est urgent qu'on s'interroge sur les moyens à prendre pour y accueillir les enfants de tous les milieux et, à cette fin, de mettre en place des activités spéciales d'accueil et de rattrapage.

2. À causes complexes, réponses multiples

Le décrochage scolaire, on le voit, n'est pas une réalité simple. Les réponses au décrochage scolaire doivent être à la hauteur et l'ampleur des explications, des facteurs en cause.

2.1 D'abord, corriger l'impact des conditions de pauvreté ou d'exclusion sociale

La correction de l'impact des conditions de pauvreté et d'exclusion sociale doit se faire aux deux moments clés de la formation initiale des jeunes : la prime enfance et l'enseignement primaire et secondaire. On ne soulignera jamais assez l'importance de la petite enfance pour la poursuite des parcours éducatifs tout au long de la vie adulte. Le support aux enfants et aux femmes face à la violence familiale, les mesures d'aide alimentaire et la qualité matérielle et éducative des services et infrastructures de garderies en milieu populaire et multiethnique sont, selon les évidences que nous fournissent des études récentes, les politiques éducatives, oui je dis bien éducatives, les plus importantes. C'est à ce moment critique, entre la naissance et l'âge scolaire, que se joue, en grande partie, le développement de la personnalité, un éveil qui pèsera sur les attitudes, les peurs, les aspirations des années de scolarité qui vont suivre. Les réseaux de lutte au décrochage scolaire ne peuvent se détourner des diverses politiques de la petite enfance.

S'il est vrai que l'influence des milieux tend à s'atténuer au fur et à mesure que les jeunes parviennent à atteindre les paliers supérieurs du système éducatif, encore faut-il corriger l'impact des conditions de vie aux moments de l'école primaire et de la formation secondaire. Les conditions socio-économiques de participation des jeunes à ces niveaux de formation de base sont cruciales : alimentation, logement social, lieux de rencontre et maisons de jeunes, espace favorable de travail individuel, accès à des services d'aide, bref, conditions de vie décente et d'apprentissage acceptable.

2.2 Modifier les réponses éducatives

Corriger les impacts des conditions de marginalité ne suffit pas, il faut aussi modifier les réponses éducatives. Il n'y aura pas, en formation initiale des jeunes, de réelles égalités des chances si des mesures spéciales ne sont pas prises pour contrebalancer aussi les facteurs éducatifs qui rendent les chances inégales. C'est du gros bon sens, mais un sens commun qui attend toujours les politiques et mesures qu'il appelle : des politiques et mesures à la hauteur des défis à relever. D'abord une diminution du ratio maître-élèves. Pourquoi ne pas profiter du déclin démographique pour précisément diminuer, en milieux à risque, le nombre d'étudiants par classe et améliorer les conditions d'interaction maître-élèves ? Puis une amélioration des services d'appui pédagogique et de tutorat ? L'école doit se rapprocher de son milieu, à travers les activités et la participation de la population locale, mais aussi via les contenus d'apprentissage. Des mécanismes de dépistage des décrocheurs potentiels sont nécessaires pour faire de la prévention par des programmes adaptés. Pourquoi pas une bonification de la formation professionnelle pour en faire une voie de passage vers le collégial. S'impose aussi une amélioration radicale des bibliothèques scolaires et l'accès des jeunes de ces milieux aux sources Internet d'information. Enfin, il nous faut des mesures spéciales pour accroître l'accès aux activités socioculturelles et sportives.

Le programme de retour aux études des adultes est aussi important. Le Québec, à cet égard, est la province la plus avancée au Canada, plus de 80 000 jeunes adultes de 16 à 20 ans y participent. C'est une contribution majeure des Centres d'éducation des adultes des Commissions scolaires, cela permet de rehausser le taux de diplomation secondaire de plus de 10%. Mais, ici comme ailleurs, la prévention est tellement plus efficace.

Je ne peux garder silence sur l'égaré de fonds publics importants vers les écoles privées secondaires à vocation générale. Au Québec qui contrairement à l'Ontario, subventionne les écoles privées, le système scolaire secondaire constitue le maillon faible du réseau public, avec des conséquences dramatiques pour les jeunes des milieux marginalisés. Il nous faut investir dans nos polyvalentes publiques. C'est là que se joue en grande partie la tragédie des Pierre, Magalie et Rosario. On ne pourra tout changer du jour au lendemain. Mais un virage doit être amorcé dès maintenant. On doit, à tout le moins, geler l'indexation des subventions aux réseaux privés afin de nous donner les moyens d'améliorer les conditions d'apprentissage dans les écoles secondaires publiques. Plus de 30 % des jeunes de la région métropolitaine délaissent le système public d'enseignement au secondaire. Cette construction silencieuse, à même les fonds publics, d'un système éducatif à deux vitesses, est un enjeu sociétal. Le redressement du secondaire public, surtout en milieu urbain, de manière à y faire revenir la grande majorité des jeunes et donner à tous des conditions appropriées d'inter apprentissage, ne peut se faire du jour au lendemain, mais il faut commencer maintenant par des virages financiers et des mesures éducatives.

Je ne reviendrai pas sur l'importance d'offrir à tous les jeunes de tous les milieux des voies ou cheminements alternatifs, ni sur l'importance d'interventions éducatives précoces, c'est à dire de politiques éducatives de la petite enfance, là où se construisent l'estime de soi et la confiance en sa capacité personnelle, là où l'expérience du plaisir d'apprendre créera un désir qui se répercutera tout au long de la vie. Cela est évident. Revenons toutefois au poids des environnements éducatifs.

2.3 Enrichissement des environnements éducatifs

Aucune politique éducative, qui se veut efficace, ne peut se confiner au seul domaine éducatif. De même les politiques de lutte au décrochage ne peuvent être uniquement éducatives, elles doivent aussi viser à améliorer les environnements éducatifs. Ceux-ci, pas d'avantage que les milieux écologiques physiques, sont fixés à jamais, impossibles à corriger. Pour obtenir leur pleine efficacité, les politiques contre le décrochage scolaire doivent inclure un enrichissement culturel des milieux de vie des jeunes à risque. On ne rétablira pas une meilleure égalité des chances en éducation primaire et secondaire, sans aussi faciliter à ces jeunes un accès convivial à la lecture, à l'Internet pour des fins d'information, à des réseaux de maisons de jeunes qui stimulent la créativité, à l'expression artistique musicale ou autre, sans s'associer avec la ville et l'arrondissement pour améliorer la vie du quartier ou de la ville. Or, ces changements minimaux ne se feront pas, sans une action citoyenne soutenue et vigoureuse.

3. La nécessité d'une action citoyenne

La triade « pauvreté, scolarisation manquée et avenir bloqué », est tenace mais pas inéluctable. On l'a vu, des mesures socioéconomiques et éducatives peuvent faire la différence, des interventions culturelles peuvent changer l'environnement éducatif. Toutefois ces virages ne seront jamais entrepris sans une action citoyenne capable de porter sur la place publique la situation tragique de Pierre, Magalie, Rosario et les dizaines de milliers d'autres. Et, une fois adoptés et mis en place, ces politiques et plans d'action ne se maintiendront et donneront tout leur effet que sous l'œil vigilant des réseaux de parents, des regroupements contre le décrochage, des tables d'action commune.

De quoi est-il question au juste, si ce n'est de la nécessité pour Pierre de retrouver confiance en lui, de rencontrer d'autres personnes qui croient en ses capacités et de pouvoir rêver les yeux ouverts d'une vie future décente. De quoi s'agit-il si ce n'est pour Magalie de trouver des réseaux de femmes qui lui ouvrent

des portes, se battent pour lui obtenir une place dans un programme de rattrapage à des conditions acceptables pour elle, de sorte qu'un jour ses enfants seront fiers d'elle et elle, à son tour, animera un réseau de soutien et d'animation. Il s'agit également pour Rosario et ses parents d'avoir accès à l'information pour comprendre qu'en 2025, au moment où Rosario aura l'âge actuel de son père, tout aura changé dans le monde de la construction et de l'industrie, et que c'est maintenant que cet avenir se joue pour Rosario.

Mais ces actions à court terme les quelques Pierre, Magalie et Rosario qu'on pourra rejoindre, sans aussi agir collectivement pour modifier les conditions, pour faire adopter de nouvelles politiques, pour mobiliser les villes et les régions. Il n'y a pas d'opposition entre l'action collective de promotion et de surveillance des politiques et l'action plus proche de support et soutien, l'une nourrit l'autre. D'un côté, l'action quotidienne d'entraide permet, ici et maintenant, de faire une différence pour rejoindre les individus, les écouter, les appuyer; elle donne ainsi substance et vérité aux revendications politiques. D'un autre côté, l'action collective est impérative pour aller aux causes multiples de la situation tragique de ces jeunes et apporter des éléments de soutien à moyen et long terme; elle prolonge les actions de soutien, alors que l'action locale sera toujours le vrai terrain pour surveiller l'application des nouvelles politiques et les évaluer.

Oui, on le constate, l'action citoyenne, le support immédiat qu'elle donne et le virage des politiques qu'elle est en mesure de provoquer, peut renverser le cycle de reproduction des inégalités éducatives.

Conclusion

Le droit de tous d'apprendre est à la fois un droit fondamental et une nécessité économique. Ce qui est en jeu, c'est l'égalité des chances en éducation de base, mais aussi, et par là, la formation d'une population active capable de s'inscrire dans la transformation en cours de notre économie. Les emplois de demain exigeront un minimum de onze à douze années de scolarité et plus de la moitié de ces emplois futurs requerront bien plus: quatorze et même dix-sept années de scolarité. Le relèvement général du niveau de qualification de base et donc la lutte au décrochage constituent aussi un enjeu économique.

Lorsque l'on dit décrochage scolaire, plus largement, ce dont on parle, c'est de la démocratisation de l'éducation. Et, on le sait bien, celle-ci ne sera créatrice, profonde et durable que si elle a une résonance à la fois économique, sociale et culturelle, que si elle peut s'enraciner dans une région ou ville apprenante et, surtout, si elle est issue de l'action citoyenne et peut être constamment renouvelée par elle.

Un pays ne peut accepter une telle perte de son potentiel. Pas d'avantage ici qu'ailleurs dans le monde. La lutte pour le décrochage scolaire ici doit rejoindre et se solidariser avec celles faites ailleurs en Afrique, en Asie du Sud Est, en Haïti. Tous les enfants sont nos enfants.

L'enjeu de l'action citoyenne, de cette vigilance active de la société civile, de la montée de mouvements pour la démocratisation scolaire, c'est bien sûr de permettre à Pierre, Magalie et Rosario et les milliers d'autres de trouver une voie et le support pour poursuivre leur formation. Bien sûr, l'objectif de l'action citoyenne est de les faire sortir de la marginalité sociale et de changer la destinée scolaire que leur assuraient le laisser-faire et le désengagement de l'État et de la société. Mais ce qui est en jeu, c'est aussi l'apport futur de toutes Magalie, Rosario et Pierre à la démocratie. Ce sont leurs enfants, leur quartier. L'enjeu, c'est de briser le cercle vicieux d'une injustice scolaire trop silencieuse, trop méconnue, trop cachée, et de ce fait, capable d'être perpétuée sans opposition.

Votre action est déterminante pour bloquer la construction discrète mais efficace d'une société à deux vitesses. Votre dynamisme est crucial pour l'avenir de la société.

Bravo.